

Pour une autre Europe de l'éducation

samedi 30 mai 2009, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 15 avril 2009).

Extrait d'une brochure publiée en France par le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) et présentant une synthèse de son programme pour les élections européennes.

Voir l'ensemble : NPA, [Pour quelle Europe ? Notre programme - Une synthèse](#)

La casse de l'école publique s'inscrit dans un programme de privatisation et de démantèlement des services publics, mené dans tous les pays européens depuis près de 20 ans, et inscrit dans le TCE et la directive Bolkenstein.

En France, ainsi que dans toute l'Europe, l'Education subit de plein fouet la politique définie lors du sommet européen de Lisbonne en mars 2000, et qui veut faire de l'Union européenne l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici 2010. Les Accords de Bologne en 1999 avaient déjà initié cette logique dans le Supérieur et la Recherche, avec la création d'un marché unique de l'enseignement supérieur, faisant ainsi des savoirs une marchandise. Les réformes éducatives européennes s'appliquent aujourd'hui à rendre l'Ecole encore plus libérale et utilitariste conformément aux préconisations de l'OCDE, de la Banque Mondiale et de l'OMC.

D'un point de vue économique, l'Ecole reste un des derniers grands marchés à conquérir. Economie de la connaissance, capital humain, employabilité, flexibilité sont les maîtres mots du nouveau modèle éducatif européen. Soumis aux logiques de compétitivité, d'utilitarisme, de performance et d'individualisation, régi selon les techniques managériales de l'entreprise, ce modèle fait la part belle aux écoles privées. Certains pays ou régions d'Europe (le Royaume Uni, l'Irlande, la Belgique, certains länders allemands...) ont déjà liquidé leur service public d'éducation. En France, les réformes successives, de la maternelle à l'université, sont en parfaite conformité avec cette stratégie : la réduction des moyens (coupes budgétaires, suppression de 80 000 postes d'enseignants d'ici 2012) ; la casse des statuts et la précarisation des personnels ; l'ouverture des universités aux financements privés ; l'autonomie et la mise en concurrence des établissements ; la marchandisation et la privatisation rampante de l'école ; la sélection ; l'abandon des pédagogies alternatives et émancipatrices ; la remise en cause de l'école pour tous et l'organisation accentuée du tri social, font de la France le bon élève de l'Europe.

Mais l'objectif central des contre-réformes de l'éducation est avant tout de former dès l'école une future main d'œuvre bon marché, précaire et corvéable à merci. En France les réformes LMD, LRU, ainsi que la création des licences professionnelles, ont permis une plus grande individualisation de diplômes qui sont de plus en plus adaptés aux besoins immédiats des entreprises (licence Crédit Mutuel ou Michelin...). La qualification est remplacée par des diplômes jetables, qui condamnent les jeunes aux bas salaires et à la précarité à vie ! Ces réformes sont coordonnées à l'échelle européenne par le processus de Bologne.

Aujourd'hui les peuples d'Europe, la jeunesse en particulier, refusent cette logique marchande. La colère de la génération des 600 euros en Grèce, provoquée par la mort d'Alexis Grigoropoulos le 6 décembre dernier, s'est cristallisée également sur la future réforme de l'éducation, tout comme en Italie cet automne (suppression de 140 000 postes ; loi Gelmini), ou en Catalogne (mouvement du 18 mars à Barcelone). En France la contestation gronde et les manifestations se développent depuis la rentrée : mouvement de résistance dans le primaire ; manifestations lycéennes contre la réforme des lycées ; grève et manifestations depuis plus de 10 semaines dans le Supérieur et la Recherche.

L'Éducation est un droit que nous devons faire respecter pour poser les premiers jalons d'une Éducation au service de tous et toutes !

nous exigeons :

- L'arrêt des réformes libérales qui s'attaquent à l'enseignement en France, cela signifie l'abrogation de la LRU, le retrait total de la réforme des IUFM et de la réforme Darcos des lycées ;
- des diplômes nationaux reconnus dans les conventions collectives ;
- des financements 100% publics ;
- l'arrêt des suppressions de postes et l'embauche de 100 000 postes supplémentaires